

Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

Distr. générale
4 mai 2015

Original : français

New York, 27 avril-22 mai 2015

Mise en œuvre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

Rapport présenté par l'Algérie*

1. Lors de la huitième Conférence chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, tenue en 2010, les États parties se sont engagés, aux termes de la mesure 20 du Plan d'action dans le cadre du processus renforcé d'examen du Traité, de présenter régulièrement des rapports sur l'application du Plan d'action adopté par la Conférence d'examen du Traité de 2010, ainsi que l'article VI du TNP, de l'alinéa c) du paragraphe 4 des principes et objectifs de 1995, concernant la non-prolifération et le désarmement nucléaires ainsi que des mesures concertées convenues dans le document final de la Conférence d'examen de 2000. La présentation des rapports vise à répondre au besoin de transparence nécessaire à la vérification.
2. Le présent rapport porte sur la mise en œuvre, par l'Algérie, des dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi que du Plan d'action adopté par la Conférence d'examen du Traité de 2010 et des mesures pratiques adoptées par la Conférence de 2000.

Article I

3. Aux termes des dispositions de l'article I du Traité, les États dotés de l'arme nucléaire ont pris l'engagement juridiquement contraignant de ne transférer, à qui que ce soit, ni directement ni indirectement, des armes nucléaires. Ils se sont également engagés à ne pas aider, encourager ou inciter les États non dotés d'armes nucléaires à acquérir de telles armes de quelque manière que ce soit. Le plein respect de ces engagements est une condition primordiale de la non-prolifération des armes nucléaires.
4. L'Algérie exhorte les États dotés de l'arme nucléaire, au titre du Traité, à veiller à la mise en œuvre intégrale des dispositions de cet article, en particulier en évitant d'accorder la coopération dans le domaine nucléaire à des États qui ne sont pas parties au Traité. La coopération accordée aux États non parties au Traité est de

* Le présent document n'a pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.



nature à encourager ces États à demeurer en dehors de cet instrument. Les États dotés de l'arme nucléaire qui sont parties au Traité ont une responsabilité particulière dans la mise en œuvre de cet article en vue de la consécration de l'universalité du Traité.

Article II

5. L'Algérie, qui dispose d'un statut d'État partie non doté de l'arme nucléaire au titre du Traité, continue de respecter pleinement et de mettre en œuvre les dispositions de l'article II depuis son adhésion au Traité, le 12 janvier 1995. C'est dans ce même esprit que l'Algérie est également État partie au Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (Traité de Pelindaba) et au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

6. L'Algérie demeure convaincue que le désarmement et la non-prolifération des armes nucléaires ainsi que de l'ensemble des armes de destruction massive sont des éléments essentiels pour la préservation et la consolidation de la paix et la sécurité internationales et pour le développement socioéconomique.

Article III

7. Conformément aux obligations et engagements pris aux termes de l'article III du Traité, l'Algérie a conclu, en 1996, un Accord de garanties généralisées avec l'Agence Internationale de l'énergie atomique (AIEA). Aux termes de cet accord, les deux réacteurs de recherche dont dispose l'Algérie sont régulièrement contrôlés par les inspecteurs de l'Agence. Les activités de vérification de l'AIEA ont toujours confirmé le respect par l'Algérie de ses obligations contractées dans le cadre du Traité.

Article IV

8. L'Algérie attache la plus grande importance à la préservation du droit inaliénable que confère l'article IV aux États parties de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination. L'Algérie ne peut adhérer à une quelconque mesure ou action susceptible de restreindre ce droit. Tout État partie au Traité a le droit de jouir de toutes les utilisations pacifiques de l'énergie et des technologies nucléaires aussi longtemps qu'il respectera les obligations découlant des articles I, II et III.

Article V

9. L'Algérie a ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires comme elle est partie au Traité créant une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (Traité de Pelindaba).

L'Algérie prend une part active aux efforts et initiatives visant à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité. Ainsi, elle a voté en faveur de la résolution 69/81 adoptée par l'Assemblée Générale, en décembre 2014. Elle participe activement aux réunions de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction

complète des essais nucléaires et de ses organes, pour traduire son attachement à l'entrée en vigueur du Traité et contribuer à la consolidation des progrès accomplis dans la mise en place du régime de vérification. Par ailleurs, l'Algérie continue de participer aux sessions de la Conférence de promotion de l'entrée en vigueur du Traité, communément appelée Conférence de l'article XIV, ainsi qu'aux réunions ministérielles des Amis du TICE qu'elle parraine.

Par ailleurs, l'Algérie a participé à la réunion ministérielle sur la promotion de l'entrée en vigueur du TICE qui a eu lieu en septembre 2014, à New York.

L'Algérie exhorte tous les États qui ne l'ont pas encore fait, en particulier ceux mentionnés à l'annexe II du Traité qui ont une responsabilité particulière dans son entrée en vigueur, de le ratifier sans délai.

10. L'Algérie est persuadée que l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui constitue l'une des mesures du Plan d'action de 2010, des mesures pratiques de 2000 et des mesures identifiées par la Conférence d'examen et de prorogation indéfinie du TNP de 1995 est de nature de permettre de mettre fin au perfectionnement qualitatif et à la mise au point de nouveaux systèmes d'armes nucléaires, et empêcherait donc leur prolifération verticale.

Article VI

11. L'Algérie déplore le peu de progrès dans la mise en œuvre de l'article VI du TNP et des engagements pris dans le cadre du Plan d'action de 2010 et des mesures pratiques de 2000 relatives au désarmement nucléaire.

12. L'existence de milliers d'armes nucléaires stockées ou déployées par les États nucléaires et la persistance des doctrines de dissuasion qui valorisent l'utilité de ces armes pour servir la sécurité de ces pays et pour préserver la stabilité constituent un motif de préoccupation et vont à l'encontre de l'esprit du TNP et des engagements pris pour l'élimination des armes nucléaires. Cet état de fait pourrait être perçu comme un facteur d'érosion de la crédibilité du régime de non-prolifération des armes nucléaires dans sa globalité et risque de mettre à mal l'autorité du Traité.

13. L'Algérie continue d'appeler à des négociations de bonne foi en vue de donner pleinement effet à l'article VI du Traité, notamment l'engagement sans équivoque. Dans ce contexte, elle considère que la réaffirmation de la validité des engagements pris lors des Conférences d'examen de 1995, de 2000 et de 2010 n'est pas suffisante en soi. Il conviendrait des lors de que les États saisissent la Conférence d'examen de 2015 pour convenir de nouvelles mesures spécifiques, remédiables, mesurables et selon des délais définis pour éliminer les armes nucléaires.

14. Au niveau de l'Assemblée générale, l'Algérie a soutenu l'ensemble des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale en faveur du désarmement nucléaire. À ce titre, elle a participé activement à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire. Elle a souscrit à la résolution n° 68/32 du 10 décembre 2013 portant sur le suivi de cette réunion qui a appelé au lancement des nominations sur une convention sur le désarmement nucléaire au sein de la Conférence du Désarmement, a décidé de convoquer une Conférence internationale de haut niveau sur le désarmement nucléaire et a déclaré le 26 septembre comme journée internationale pour l'Élimination totale des armes nucléaires. De même, elle a participé activement et apporté sa contribution aux travaux du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer des

propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire (document A/514 du 9 octobre 2013).

15. Par ailleurs, l'Algérie a participé activement aux trois conférences internationales sur l'impact humanitaire des armes nucléaires qui ont eu lieu respectivement à Oslo en 2013, à Nayarit au Mexique en et à Vienne en 2014. Elle considère que cette initiative offre une opportunité réelle pour imprimer une dynamique au désarmement nucléaire et briser le statut quo actuel en favorisant une démarche visant à combler les lacunes juridique et politique et établir une norme d'interdiction de ces armes.

16. Au niveau de la Conférence du désarmement, l'Algérie continue de soutenir tous les efforts en vue de favoriser l'émergence d'un consensus autour d'un programme de travail complet et équilibré qui lui permet de reprendre les négociations sur le désarmement nucléaire.

Article VII

17. L'Algérie considère que la création de zones exemptes d'armes nucléaires, sur la base d'accords volontaires, participe efficacement à la consolidation de la paix et de la sécurité régionales et contribue au renforcement du régime de non-prolifération et de désarmement nucléaires.

18. L'Algérie, qui est partie au Traité créant une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (Traité de Pelindaba), se félicite de l'entrée en vigueur, en juillet 2009, de cet instrument qui constitue une contribution importante aux efforts de désarmement et de non-prolifération nucléaires dans le monde. Elle continue d'encourager et de promouvoir une coopération étroite entre ce dernier et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

L'Algérie continue également de plaider pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient en tant que mesure de confiance et de promotion de la paix dans la région.

19. La création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient revêt une importance particulière pour la stabilité aussi bien régionale qu'internationale. En dépit de l'adhésion de l'ensemble des États de la région au Traité sur la non-prolifération, le Moyen-Orient demeure dépourvu de ce statut en raison du refus d'Israël d'adhérer au Traité.

Le mandat donné par la Conférence d'examen de 2010 pour la convocation d'une conférence en 2012 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient n'a pu être mis en œuvre, en dépit de la position constructive affichée par l'ensemble des pays de la région, à l'exception d'Israël, lors des consultations menées par le Facilitateur Jaakko Laajava. Israël demeure ainsi le seul obstacle à la tenue de ladite conférence et à la création d'une telle zone dans la région du Moyen-Orient.

L'Algérie salue les efforts de M. Laajava pour concrétiser la tenue de la Conférence d'Helsinki pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen Orient et réitère son engagement pour que cette conférence constitue le début d'un long processus devant mener à la création de cette zone, comme préconisé par la résolution issue de la Conférence d'examen du TNP de 1995, sous l'égide des Nations Unies.

20. L'Algérie exhorte la communauté internationale et, en particulier, les États dotés de l'arme nucléaire d'assumer leur responsabilité afin de convoquer dans les meilleurs délais la conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, conformément à la résolution adoptée par la Conférence de 1995 chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation.

Article VIII

21. L'Algérie estime que l'extension indéfinie en 1995 du Traité sur la non-prolifération ne signifiait pas une reconnaissance d'un statut « indéfini » d'États dotés de l'arme nucléaire. De ce fait, elle saisit de nouveau l'occasion de la tenue de la neuvième Conférence d'examen pour souligner la responsabilité des États dotés de l'arme nucléaire en matière de désarmement nucléaire et d'élimination totale des arsenaux nucléaires.

Article IX

22. L'Algérie considère que l'universalité est un élément nécessaire à la crédibilité et l'efficacité du Traité en tant que pierre angulaire du régime de non-prolifération et de désarmement nucléaires. À ce titre, l'Algérie exhorte les États non parties au TNP à rejoindre le Traité et à soumettre leurs installations aux garanties de l'AIEA.

23. L'Algérie souligne l'importance de déployer les efforts nécessaires en vue de parvenir à l'universalité du Traité et d'éviter de prendre des mesures de nature à entraver cet objectif.

Article X

24. L'Algérie est fermement attachée au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en tant qu'élément essentiel de consécration de la paix et la stabilité internationales. Cependant, le retrait de cet instrument, tel que prévu par les dispositions de l'article X, est un droit souverain qui devrait s'exercer conformément à la Convention de Vienne sur le droit des traités.

25. L'Algérie souligne que la prorogation indéfinie du Traité ne signifie pas une reconnaissance du statut de puissance nucléaire aux États dotés de l'arme nucléaire de façon indéfinie. Il est à rappeler que la décision de prorogation indéfinie du Traité a été prise dans le cadre d'un ensemble comprenant une décision sur le renforcement du processus d'examen du Traité, une décision sur les principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, une décision sur la prorogation indéfinie du Traité ainsi qu'une résolution sur la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. L'ensemble de ces décisions, les mesures pratiques convenues lors de la Conférence de 2000, ainsi que le Plan d'action de 2010 pour appliquer l'article VI du Traité sur la non-prolifération ainsi que le paragraphe 3 et l'alinéa c) du paragraphe 4 de la décision de 1995 sur les principes et objectifs concernant la non-prolifération et le désarmement nucléaires, sont intimement liées et demeurent valides.